

A07-8

118

LAIR

Moscou, le 27 Octobre 1862

~~XXXXXXXXXXXX~~

DIPLOMATIE PARIS N° 4589

Lettre en date du 27 Octobre de M. KHROUCHTCHEV au Président KENNEDY (dont copie au Secrétaire général P. I. de l'ONU).—

Monsieur le Président,

C'est avec une grande satisfaction que j'ai pris connaissance de votre réponse à M. THANT tendant à prendre des mesures pour exclure la rencontre entre nos navires et en même temps éviter les suites fatales et irréparables. Cette mesure de sagesse de votre part me renforce dans l'idée que vous vous souciez du maintien de la paix, ce que je note avec satisfaction.

J'avais déjà dit que notre peuple, notre Gouvernement et moi-même, en tant que Président du Conseil, n'avons pas d'autres soucis que de voir notre pays se développer et occuper une place digne de lui parmi les peuples du monde dans le domaine de la compétition économique du développement de la culture de l'art de l'accroissement du bien-être du peuple. C'est là le plus noble champ de compétition et le plus nécessaire, car dans ce domaine aussi bien le vainqueur que le vaincu n'en tireront que du bénéfice car cela signifiera la paix et l'augmentation des moyens par lesquels vit et prospère l'individu.

Dans votre déclaration vous vous êtes prononcé en faveur du fait que le but principal n'est pas seulement de se mettre d'accord et de prendre des mesures pour éviter la rencontre de nos navires et par voie de conséquence l'aggravation de la crise, laquelle du fait de cette rencontre peut provoquer l'étincelle d'un conflit militaire, après quoi tous les pourparlers seront inutiles, car d'autres forces, d'autres lois commenceront à agir — celles de la guerre. Je suis d'accord avec vous pour dire que ce n'est là qu'un premier pas. L'essentiel c'est la nécessité de normaliser et de stabiliser l'état de paix entre les Etats et entre les peuples.

Votre souci de la sécurité des États-Unis m'est compréhensible, Monsieur le Président, parce que c'est la première obligation d'un Président. Ces mêmes problèmes nous émeuvent nous aussi, ces mêmes obligations reposent également sur moi, Président du Conseil des Ministres de l'URSS. Vous vous êtes ému du fait que nous ayons aidé Cuba en armement aux fins de renforcer sa capacité de défense - je dis bien capacité de défense, parce que Cuba ne peut pas, quelles que soient les armes qu'il possède, se mesurer avec vous, car il s'agit de grandeur différente, surtout en présence des moyens de destruction modernes. Notre but était et demeure d'aider Cuba, et personne ne peut contester le caractère humanitaire de nos aspirations destinées à permettre à Cuba de vivre et de se développer en paix comme le veut son peuple.

Vous voulez ~~vous~~ mettre votre pays en sécurité et cela est compréhensible, mais Cuba veut la même chose également. Tous les peuples le veulent. Cependant, comme^{nt} nous, l'Union soviétique, notre Gouvernement, devons-nous apprécier vos actions qui consistent à nous encercler de bases militaires, à encercler nos alliés de ces mêmes bases, à disperser vos bases militaires littéralement autour de notre pays, à y disposer votre armement de fusées. Ce n'est pas un secret. Les dirigeants responsables américains le déclarent en plein jour. Vos fusées sont disposées en Angleterre, elles le sont en Italie et elles sont pointées contre nous. Vos fusées se trouvent également en Turquie.

Vous êtes inquiet à propos de Cuba. Vous dites que ce pays vous inquiète parce qu'il se trouve à une distance de quatre vingt ~~xx~~ dix milles marins des rives des États-Unis. Mais la Turquie, elle, est immédiatement près de nous, nos sentinelles se promènent en se regardant les unes les autres. Considérez-vous donc que vous avez le droit d'exiger la sécurité de votre pays et l'éloignement de ces armes que vous appelez offensives, alors qu'en ce qui nous concerne, vous avez disposé ces armes balistiques destructrices, que vous appelez offensives, en Turquie, littéralement à côté de nous. De quelle manière alors accordez-vous nos possibilités égales sur le plan militaire avec des rapports inégaux de ce genre entre nos grands États ? Il est ~~impossible~~ impossible d'être d'accord avec cela.

Il est bon, Monsieur le Président, que vous ayez exprimé votre accord pour que nos représentants se rencontrent et commencent des pourparlers, apparemment, par l'intermédiaire de M. THANT qui fait fonction de Secrétaire général de l'ONU. Par conséquent, dans une certaine mesure celui-ci assume le rôle d'intermédiaire et nous considérons qu'il peut mener à bien cette mission responsable si, naturellement, chaque partie, attirée dans le conflit, fait preuve de bonne volonté.

Je pense qu'il serait possible de régler le conflit rapidement et de normaliser la situation, ce qui permettrait aux gens de respirer à pleins poumons en considérant que les hommes d'Etat qui assument la responsabilité ont un esprit sain et la notion de leur responsabilité, la capacité de résoudre des problèmes complexes et de ne pas laisser les choses aller jusqu'à une catastrophe militaire.

Pour cette raison je soumets la proposition suivante : nous sommes d'accord pour évacuer de Cuba ces moyens que vous considérez comme offensifs. Nous sommes d'accord pour le faire et pour en prendre l'engagement devant l'ONU. Vos représentants déclareront de leur côté que les Etats-Unis, pour leur part, prenant en considération l'inquiétude et la préoccupation de l'Etat soviétique, retireront de Turquie les moyens analogues. Mettons-nous d'accord sur le délai qui sera nécessaire pour vous et pour nous pour réaliser cela. Cela fait, des personnes de confiance du Conseil de sécurité de l'ONU pourraient contrôler sur place l'exécution des engagements pris. Il va de soi qu'il faut obtenir l'autorisation des Gouvernements de Cuba et de Turquie pour que ces plénipotentiaires bénéficient de la confiance et du Conseil de Sécurité et de la nôtre - Etats-Unis et Union soviétique, Turquie et Cuba. Je pense qu'il ne serait pas difficile de choisir des personnes qui jouiraient de la confiance et du respect de toutes les parties intéressées.

En prenant sur nous cet engagement, afin de donner satisfaction et espoir aux peuples de Cuba et de Turquie et de renforcer leur confiance dans leur sécurité, nous ferons, dans le cadre du Conseil de Sécurité, une déclaration aux termes de laquelle le

Gouvernement soviétique fait pa promesse solennelle de respect l'intégrité des frontières et la souveraineté de la Turquie, de ne pas s'ingérer dans ses affaires intérieures, de ne pas pénétrer en Turquie, de ne pas prêter son territoire comme une base de départ pour une telle invasion et aussi de retenir ceux qui envisageraient une telle agression contre la Turquie, aussi bée à partir du territoire de l'Union soviétique que depuis les Etats voisins de la Turquie. Une déclaration semblable sera faite par le Gouvernement américain dans le cadre du Conseil de Sécurité, envers les territoires d'autres ~~maxx~~ Etats voisins de la Tursqie.

Le Go vernement américain ferait une déclaration identique dans le cadre du Conseil de Sécurité en cequi concerne Cuba. Il déclarerait que les Etats-Unis respecteront l'intégrité des frontières de Cuba et sa souveraineté, s'engageront à ne pas s'immiscer dans sez affaires intérieures, à ne pas pénétrer eux-mêmes et à ne pas prêter leur territoire en tant que base de déart pour uje invasion à Cub et a ssi q 'ils arrêteront ceux qui se p(oposeraient d'envahir Cuba, aussi bien à partir du territoire des Etats-Unis que de celui d'autres Etats voisins de Cuba.

Evidemment, pour ce faire, il nous faudrait nous mettre d'accord avec vous et fixer un délai quelconque. Mettons nous d'accord pour prévoir un certain délai, mais sans traîner en longueur, disons deux ou trois semaines, pas plus d'un mois.

Les moyens qui se trouvent à Cuba, dont vous parlez, et qu comme vous l'affirmez vous inquiètent, se trouvent entreles mains d'officiers soviétiques. Aussi une utilisation quelconque, fortuite de ces mōyens, au détriment des Etats-Unis d'Amérique, est exclue. Ces moyens sont situés à Cuba ~~et~~ à la demande du Gouvernement cubain et seulement à des fins de défense. Aussi s'il n'y a pas de pénétration à Cuba ou d'agression contre l'Union soviétique et contre d'autres de nos alliés, alors, naturellement, ces moyens ne menacent et ne menaceront personne car ils ne poursuivent pas de but d'agression.

Si vous êtes d'accord, Monsieur le Président, avec ma proposition, nous enverrions nos représentants à New York à l'ONU et nous leur donnerions des instructions exhaustives afin de se mettre d'accord très rapidement. Si vous aussi vous déléguez vos gens et si vous leur donnez des instructions correspondantes, alors il sera possible de régler cette question rapidement.

Pourquoi est-ce que je désirerais cela ? Parce que le monde entier s'émeut à l'heure actuelle et attend de nous des agissements raisonnables. Ce serait la plus grande joie pour tous les peuples que d'annoncer notre accord au sujet de la liquidation dans le germe du conflit qui vient de surgir. J'attribue une grande importance à cet accord puisqu'il pourrait constituer un bon début et en particulier faciliter la réalisation d'un accord sur l'interdiction des essais de l'arme nucléaire. On pourrait régler parallèlement la question des essais, sans la lier l'une à l'autre, parce que ce sont des questions différentes. Mais il est important de se mettre d'accord sur ces deux questions afin de pouvoir faire aux hommes un beau cadeau, leur apporter la joie en leur annonçant qu'un accord sur la cessation des armes atomiques a été réalisé également et que de cette façon l'atmosphère ne sera plus contaminée. Or, nos positions et les vôtres dans cette question sont très proches.

Il est possible que tout cela donne une bonne impulsion à la recherche d'accords mutuellement acceptables à propos d'autres problèmes litigieux sur lesquels nous avons actuellement des échanges de vues. Ces problèmes ne sont pas résolus pour l'instant mais ils attendent leur solution de façon urgente et cette solution purifierait l'atmosphère internationale. Nous sommes prêts à cela.

Telles sont mes propositions, Monsieur le Président.

Respectueusement vôtre,

N. KHROUCHTCHEV

27 Octobre 1962

Fin de citation./.

MAURICE DEJEAN